LE TEMPS

Nature Vendredi18 janvier 2013

Une plateforme pour la biodiversité

Par Lucia Sillig Berne

La première séance du panel d'experts sur la biodiversité se tient la semaine prochaine à Bonn. Il doit fournir aux politiciens des bases coordonnées pour agir

Certains l'appellent Pachamama ou Gaïa. D'autres préfèrent se référer aux «services écosystémiques». S'ils n'ont pas tous la même approche, plus de 100 pays se sont tout de même mis d'accord pour créer ensemble un nouvel organe de défense de la Terre-Mère et de sa nombreuse progéniture, sous l'égide des Nations unies. La première séance plénière de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) se tiendra la semaine prochaine à Bonn. L'Académie des sciences naturelles organisait, hier, une séance d'information en présence de membres de la délégation suisse, pour exposer le fonctionnement de ce nouvel outil.

Le panel de spécialistes de la biodiversité servira d'interface entre la science et le monde politique, sur le modèle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). «L'idée date de 2005, de la conférence de Paris, rappelle Eva Spehn, du Forum biodiversité suisse. Après sept ans de négociations, la décision de créer l'IPBES a été prise officiellement en avril 2012, à Panama.» Etabli par 94 pays, le panel compte désormais 102 pays membres.

«Nous avons deux objectifs stratégiques», explique José Romero, de l'Office fédéral de l'environnement, qui dirigera la délégation helvétique à Bonn. «Le premier, c'est la conservation de la biodiversité, voire son augmentation, comme en Suisse avec le castor, le loup, le lynx ou même l'ours. Le deuxième consiste à optimiser les bénéfices que nous obtenons des écosystèmes – via la pêche, la sylviculture, la chasse, l'agriculture, mais aussi des molécules utilisées par l'industrie pharmaceutique pour faire des médicaments, par exemple – pour qu'ils soient durables.»

La fonction de l'IPBES est avant tout de fournir une base d'information scientifique aux autorités politiques: évaluer les connaissances, identifier les priorités, combler les lacunes. «Nous ne connaissons pas encore toute la biodiversité, il faut la décrire, ainsi que les écosystèmes et les services qu'ils nous rendent, souligne Eva Spehn. Nous ne disposons pas non plus de scénarios, ni pour le pire, ni pour le meilleur, comme c'est le cas pour le climat.»

La plateforme aura une mission de synthèse et de coordination de la connaissance. «Sur un sujet comme la déforestation, il y a des milliers de publications différentes, relève José Romero. Il faut aussi se mettre d'accord sur les termes, comme les incertitudes. Quand on dit que quelque chose est très probable, qu'est-ce que cela veut dire? Que c'est sûr à 95%? Au moins, grâce à l'IPBES chacun ne se référera pas à une étude différente et on aura défini ensemble le vocabulaire.»

Se mettre d'accord n'est pas toujours simple. La Bolivie, par exemple, a fait savoir qu'elle n'appréciait pas tellement la vision utilitariste de la nature qu'impliquent des concepts comme celui de «services écosystémiques». «C'est quelque chose de très culturel, fait valoir le chef de la délégation suisse. Les Boliviens défendent la valeur per se de Pachamama. Nous avons une approche plus centrée sur l'homme.»

Jürg Pfister, secrétaire général de l'Académie des sciences naturelles, ajoute: «Nous autres scientifiques faisons, en général, tout pour que la recherche ne soit pas abordée sous un angle utilitariste, mais dans ce cas, cela peut se révéler utile pour en faire un thème de société.» Dans les services écosystémiques, José Romero compte aussi bien la possibilité de faire une piste Vita que la qualité de l'air, le filtrage des eaux par un bassin-versant ou la protection que nous offrent les forêts contre les avalanches ou les éboulements. «On estime leur valeur entre 15 et 50 milliards de francs par année en Suisse», précise-t-il.

L'IPBES va se mettre au travail lundi prochain. Elle commencera par élire ses instances dirigeantes et définir les procédures à adopter pour que la plateforme devienne opérationnelle dès que possible. Certains spécialistes du domaine craignent toutefois l'inertie d'une telle organisation. «C'est clair qu'il faut un peu de temps pour mettre la machine en route: peut-être trois ou quatre ans pour avoir un premier rapport, répond José Romero. Mais une fois qu'elle est lancée, on ne l'arrête plus.» Il ajoute que l'IPBES viendra renforcer un dispositif qui existe. «Il y a déjà des mesures en place. La Suisse a un plan stratégique sur la biodiversité, et nous avons les objectifs d'Aichi, adoptés au Japon en 2010.» Ceux-ci prévoient, notamment, de dédier à la biodiversité 17% du territoire d'ici à 2020.

Reste à voir si les conclusions d'un organe comme l'IPBES se traduisent en décisions politiques concrètes. «Combien de temps a-t-il fallu pour avoir une loi sur la maternité? rétorque José Romero. Entre le Sommet de la Terre de Rio et la loi suisse sur le CO2, il s'est écoulé moins de 20 ans. Dans les domaines basés sur la science, les résultats tombent vite et le monde politique suit relativement vite.»

LE TEMPS © 2013 Le Temps SA